



## L'internet au service du bien commun

par Geert-Jan Bogaerts

Aux Pays-Bas, une coalition composée d'une vingtaine de membres, touchant 5 à 7 millions de personnes, a décidé d'unir ses forces pour combattre le capitalisme de la Silicon Valley et le collectivisme chinois, afin de changer l'internet et le mettre au service du bien commun. Cette coalition cherche aujourd'hui à étendre son réseau à l'ensemble de l'Europe.

« Et si ? » Voilà sans doute la question la plus importante que peut se poser un être humain. La question « et si ? » est vecteur de progrès, elle inspire de l'ambition et stimule l'imagination, tant au niveau personnel – « *Et si je devenais peintre ?* » – qu'au niveau de la société – « *Et si nous proposons une sécurité sociale ?* ». Cette question a également été à l'origine de la création du web, lorsque Tim Berners-Lee, du CERN, l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, s'est demandé : « *Et si nous pouvions relier les différents articles et documents de recherche les uns aux autres ?* »

Chez PublicSpaces, nous nous posons le même genre de questions. « Et si nous pouvions ressusciter les idéaux du début de l'internet ? Et si nous pouvions enfin, 25 ans plus tard, concrétiser la promesse d'une communication, d'informations et d'inspirations libres et ouvertes ? » Ce sont ces promesses qui ont été compromises par la domination des sociétés

de la Silicon Valley d'une part, et par les initiatives soutenues par les États russe et chinois d'autre part.

Les choses sont différentes en Europe, notre système n'est ni dirigé par l'État ni complètement aux mains des marchés. Il se fonde sur le principe du bien commun, du domaine public, qui offre une série de services à la société dans son ensemble. Les services d'utilité publique, le service public de radiodiffusion et les soins de santé sont autant d'exemples de domaines où l'idée du bien commun est fondamentale.

### **Le dilemme des médias sociaux**

PublicSpaces repose sur l'idée que l'internet et nombre de ses fonctionnalités devraient s'inspirer des services publics. Notre coalition est convaincue qu'il faut renforcer le domaine public sur internet. Notre action repose sur une série de valeurs, définies dans notre manifeste. Les membres de la coalition sont confrontés à un dilemme de taille : d'une part, en tant qu'organismes (semi-)publics, ils ont l'obligation légale de toucher le plus large public possible, et d'autre part, pour remplir cette obligation, ils doivent utiliser des plateformes de médias sociaux telles que Facebook, Instagram ou YouTube, dont les objectifs vont à l'encontre de leurs propres idéaux et raisons d'être.

Avec un public représentant 5 à 7 millions de personnes rien qu'aux Pays-Bas et un revenu moyen par utilisateur de 24 EUR, il n'est pas exagéré de dire qu'ensemble, nous rapportons chaque année environ 150 millions d'euros uniquement à Facebook, plus tout ce que nous rapportons à YouTube et aux autres plateformes. En outre, les membres de notre coalition dépensent plus d'un million d'euros d'argent (partiellement) public en personnel et en publicité sur ces plateformes tiers. En bref, nous aidons les entreprises que nous devrions combattre pour respecter la vision que nous avons de notre mission.

PublicSpaces veut changer l'internet, mais comme le dit le vieux dicton, pour changer le monde, il faut commencer par se changer soi-même. Nous utilisons tous Facebook pour toucher notre public. Certains d'entre nous utilisent un pixel Facebook (NDLR : outil d'analyse qui vous permet de mesurer l'efficacité de votre publicité) sur leur site web, d'autres utilisent les services d'identification et d'authentification de Google et/ou de Facebook. Nous utilisons les outils de commentaires proposés par Facebook ou Disqus (

NDLR : service Web de discussion et de commentaires d'articles centralisé avec authentification unique)

### **Des alternatives existent**

Il existe des solutions « open source » pour la plupart, voire pour la totalité de ces services. Nous étudions ces alternatives et sélectionnons les plus prometteuses, afin de pouvoir les adapter et les adopter sur nos applications et sites web. Donc au lieu d'utiliser une connexion Facebook, vous pourriez avoir recours à une connexion PublicSpaces, proposée par IRMA (NDLR : une plate-forme d'identité unique respectant la vie privée pour l'authentification et la signature.). Au lieu de la fonctionnalité de commentaires de Disqus ou Facebook, nous aurons notre propre système PublicSpaces, fourni par Isso. Si nous avons besoin d'autres fonctionnalités et qu'il n'existe aucune solution en « open source », nous pourrions les mettre au point nous-mêmes, bien évidemment sous une licence à code source libre.

Avec le temps, nous parviendrons à atteindre deux objectifs : le public sera davantage sensibilisé aux problèmes que PublicSpaces tente de régler, et nous aurons bâti un écosystème permettant de mobiliser des solutions nouvelles ou existantes pour les mettre à la disposition du grand public. Cet écosystème pourrait à terme donner naissance à une toute nouvelle plateforme de médias sociaux reposant sur nos valeurs, où les utilisateurs ne seraient pas considérés comme des actifs, mais bien comme des citoyens, et où l'objectif ne serait pas de faire du profit ou d'enrichir les actionnaires, mais bien de servir le bien commun.

Pour l'instant, nous cherchons à nous déployer à travers l'Europe. Nous pensons que notre démarche n'a des chances d'aboutir que si nous agissons au niveau européen. Nous savons que des citoyens et des organisations de tous les pays européens partagent nos inquiétudes et sont disposés à réfléchir et à travailler avec nous pour surmonter les problèmes que pose l'internet. Nous devons encore réfléchir à la gouvernance, à la coordination et à la coopération internationales, mais le train est en marche.

Il est à présent temps de laisser libre cours à notre imagination et de nous poser ensemble la question suivante : « Et si nous pouvions réinventer l'internet pour qu'il serve le bien commun ? »